

Audience publique du 12 juin 2018

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures
en matière de permis de conduire

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 40321 du rôle et déposée le 31 octobre 2017 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 3 août 2017 portant retrait de son permis de conduire ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 1^{er} décembre 2017 ;

Vu la décision déferée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Yves HUBERTY en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 9 mai 2018.

Par arrêté ministériel du 3 août 2017, le ministre du Développement durable et des Infrastructures, ci-après désigné par « le ministre », retira le permis de conduire un véhicule automoteur, ainsi que les permis de conduire internationaux délivrés sur le vu du susdit permis national à Monsieur ..., décision basée sur les dispositions et considérants suivants :

« [...] Vu les articles 2 et 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Vu l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ;

Considérant que pour la raison reprise sous 4) du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 14 février 1955 précitée une mesure administrative s'impose à l'égard de Monsieur ..., né le ... à ... (Portugal) et demeurant à L-... ;

Considérant que l'intéressé a été entendu le 24 juillet 2017 dans ses explications par la Commission médicale prévue à l'article 90 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité ;

Vu l'avis du 27 juillet 2017 de la Commission médicale précitée ;

Considérant que Monsieur ... souffre d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver ses aptitudes ou capacités de conduire ; [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 31 octobre 2017 et inscrite sous le numéro 40321 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle précitée du 3 août 2017.

Par courrier daté du même jour, Monsieur ... fut informé par les soins du greffe du tribunal administratif, que conformément à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 », la requête introduite devant le tribunal administratif doit être signée d'un avocat à la Cour inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des Ordres des avocats, en précisant que seuls les recours en matière fiscale étaient dispensés du ministère d'avocat à la Cour.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement conclut à l'irrecevabilité du recours conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1999, précité.

A l'audience publique des plaidoiries, le demandeur a expliqué ne pas avoir de moyens financiers pour se faire représenter par un avocat.

Aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 juin 1999, « *Tout recours, en matière contentieuse, introduit devant le tribunal administratif, dénommé ci-après «tribunal», est formé par requête signée d'un avocat inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des Ordres des avocats* », cet article imposant le ministère d'un avocat à la Cour pour l'introduction et la signature de toute requête introductive d'instance devant le tribunal administratif, étant précisé que la signature d'un recours introductif d'instance par un avocat à la Cour est une condition essentielle de la procédure contentieuse, toute insuffisance y relative constituant un vice entachant la requête introductive d'instance et entraînant l'irrecevabilité du recours¹. L'objectif de cette disposition rendant obligatoire le ministère d'avocat devant les juridictions administratives est d'assurer aux justiciables la qualité de leur défense, de concourir à une bonne administration de la justice et d'assurer que l'administration et le justiciable soient placés sur un pied d'égalité quant à leur connaissance de la procédure et du droit applicable, dans la mesure où, dans la majorité des cas, l'administration, auteur de l'acte administratif querellé, dispose d'une meilleure connaissance du droit et des règles procédurales que l'administré, destinataire dudit acte.

En l'espèce, force est au tribunal de constater que le recours sous analyse a été déposé par Monsieur ... en dehors de l'intervention d'un avocat à la Cour, de sorte à avoir été introduit en violation de l'article 1^{er}, précité, de la loi du 21 juin 1999, étant précisé que les personnes dont les ressources financières sont insuffisantes pour assumer les frais de leur défense peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire gratuite en vertu de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

¹ Trib. adm., 10 février 1999, n° 10933 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Procédure contentieuse, n° 451 et les autres références y citées.

Il s'ensuit que le recours en annulation est à déclarer irrecevable.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours irrecevable, partant le rejette ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 12 juin 2018 par :

Thessy Kuborn, vice-président,
Géraldine Anelli, juge,
Stéphanie Lommel, attaché de justice,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 12 juin 2018

Le greffier du tribunal administratif